

L'initiative populaire sur la souveraineté alimentaire lancée lors de l'AG

Uniterre a tenu le mois dernier son assemblée générale. Lors de cette assemblée, plusieurs discussions et décisions importantes ont été prises. La première concerne les structures internes du syndicat. Le bureau a été renforcé d'une vice-présidente et d'un vice-président. Ulrike Minkner et Eric Ramseyer ont été élus. Dans ce numéro et dans celui de septembre, nous leur laissons les colonnes du journal afin qu'ils puissent se présenter. Le développement du syndicat en Suisse alémanique est aussi une des priorités. Des sections se sont déjà ouvertes dans le canton de Zurich et de Bâle. Des discussions sont actuellement en cours dans plusieurs autres cantons. Ce développement implique un travail supplémentaire au secrétariat, des frais supplémentaires de traduction et quelques articles en allemands dans les pages de votre journal. A terme, et selon nos moyens financiers, nous souhaitons traduire une grande partie de ce que nous publions.

L'assemblée générale estime que ce travail de mobilisation au plan national est prioritaire car des sujets aussi importants que les prix équitables des produits ou la souveraineté alimentaire ne font pas ou peu débat en Suisse alémanique. Dans le secteur du lait, la revendication des 1 Fr/litre n'est même pas mise en avant, alors qu'en Suisse romande elle ne fait même plus débat étant donné qu'elle correspond à la réalité! La société et l'ensemble des sensibilités politiques doivent pouvoir débattre de ces thématiques et se positionner, surtout après l'acceptation de l'initiative parlementaire de Jacques Bourgeois visant à inscrire la souveraineté alimentaire dans la loi fédérale sur l'agriculture. Si le terme a été accepté, sa mise en application reste floue.

Afin de l'éclaircir, il est important que vous, paysans réunis au sein d'Uniterre et de La Via Campesina, vous vous fassiez entendre partout en Suisse. Vous devez être les porteurs du projet. Vous êtes les seuls à pouvoir convaincre la société dans son ensemble du bien-fondé de ce droit fondamental que vous défendez. Ce thème, vous ne devez pas le laisser aux mains de quelques partis politiques ou personnalités en mal d'électorat. Si, en Suisse romande, des liens forts avec la population et ses diverses tendances politiques existent, c'est que les producteurs d'Uniterre en ont parlé depuis 1996 déjà. La présence de la souveraineté alimentaire dans différentes lois cantonales atteste d'ailleurs de ce travail ! En Suisse alémanique, le débat ne fait que commencer et vous devez le mener avec les décideurs ET la population.

Pour cela, l'Assemblée générale vous offre un outil, celui de l'initiative populaire. Elle souhaite que cette dernière soit lancée en 2011. Les grandes lignes du texte sont pour nombre d'entre vous déjà connues. Elles sont basées sur la définition de la souveraineté alimentaire par La Via Campesina (www.uniterre.ch/Dossiers/souvAlim.html). Nous devons donc dès aujourd'hui nous organiser pour mener à bien ce projet. Un comité d'initiative devra être créé prochainement afin d'affiner le texte, organiser le débat et assurer des ressources financières suffisantes. Un compte a d'ores et déjà été ouvert. Pour plus d'informations, contactez le secrétariat et les responsables de vos sections.